La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

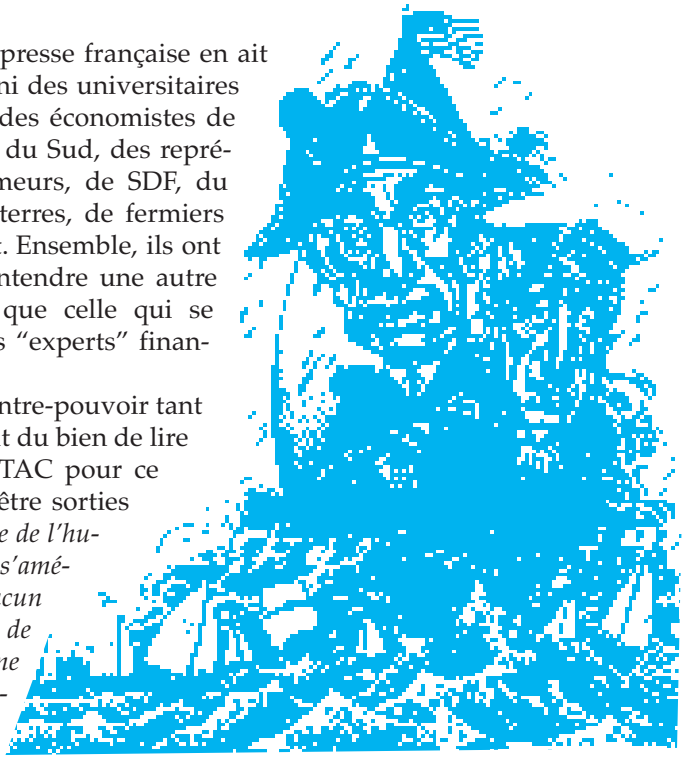
«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

Les apprentis sorciers !

Enfin, un contre-Davos ! Bien que la presse française en ait peu parlé, un forum alternatif a réuni des universitaires belges, suisses, égyptiens, libanais, des économistes de Corée du sud, du Salvador et d'Afrique du Sud, des représentants français de syndicats, de chômeurs, de SDF, du mouvement brésilien d'occupation des terres, de fermiers de dix états-nations d'Afrique de l'Ouest. Ensemble, ils ont réussi à faire — un peu, trop peu — entendre une autre façon d'envisager l'avenir du monde que celle qui se concocte depuis 28 ans à Davos, par des "experts" financiers irresponsables.

Certes, ce contre-forum ne sera pas un contre-pouvoir tant que le vrai restera à l'argent. Mais cela fait du bien de lire en préambule du texte proposé par ATTAC pour ce contre-forum, ces lignes qui pourraient être sorties tout droit de la *Grande Relève* : *«La richesse de l'humanité ne cesse de croître et la technologie de s'améliorer. Il serait enfin possible de garantir à chacun une place équitable et digne dans la société et de préserver la nature. Cependant, le capitalisme transnational, s'inspirant de la doctrine néo-libérale, condamne des centaines de millions d'hommes et de femmes à l'exclusion, dévaste l'environnement, bafoue les droits de la personne humaine et méprise la démocratie».*



Le secrétaire d'État américain au Trésor et le président du Fed ne savent plus comment diriger le Titanic financier…

d'après un dessin de R.Kemp, paru dans *US News and World Report*.

Participons donc à l'association ATTAC, que nous avons ici soutenue dès ses débuts l'an dernier, pour saisir l'occasion de rencontrer des gens qui, comme nous, sont décidés à se comporter en citoyens qui veulent comprendre et ne plus se laisser mener sous prétexte «qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme».

Alors on pourra ensemble construire cette alternative.

Si, au forum Davos 98, un soupçon de crainte s'était manifesté, si certains experts avaient osé envisager un semblant de régulation, c'est carrément un sentiment de peur qui a émané du Davos 99. Après avoir pris tous les pouvoirs, nos meneurs occultes se trouvent dans la position de l'apprenti-sorcier : ils sont allés trop loin, au point qu'ils ne maîtrisent eux-mêmes plus rien. Ils ont amorcé plusieurs énormes bombes, ils sentent qu'elles vont leur exploser au nez, et ils découvrent qu'ils ne savent pas les désarmer.

L'actualité est donc dominée par les questions financières, ce qui rend la lecture des journaux particulièrement pénible, mais si on fait un effort pour les déchiffrer, la panique qui règne dans ce milieu peut donner l'espoir d'une prise de conscience, sinon par les journalistes, du moins peut-être par leurs lecteurs.

Marie-Louise Duboin

SOMMAIRE

ACTUALITÉ
1 Les apprentis sorciers !
2 Les trois bombes
La taxe Tobin
3 Au fil des jours
12 Le modèle breton
RÉFLEXIONS
5 Apocalypse No !
HISTOIRE
8 La dame de fer
SCIENCE
9 La motivation au travail
ÉCONOMIE
11 Un Nobel…génial?
LECTURES
13 Crimes de légitime défense
14-15 COURRIER

LE RÉSUMÉ DE NOS THÈSES, EN TROIS PAGES, FIGURAIT DANS NOTRE NUMÉRO 983.

N° 986
mars
1999

LES TROIS BOMBES

1• À Wall Street, les actions ont tellement monté (+27 % en 1998, +31 % en 1997) qu'on s'attend à une baisse brutale, car, de toute évidence, elles sont surévaluées. Mais les ménages Américains, qui ont déjà dépensé toutes leurs économies, maintenant s'endettent pour pouvoir jouer à la Bourse !

Les observateurs s'accordent à penser que la situation, sous bien des aspects, se présente comme à la veille du krach de 1929, le secrétaire d'État au Trésor des États-Unis a lui-même déclaré : *«Nous vivons sans doute la plus grave des crises financières des cinquante dernières années».* Avec cette différence que dans les années 30, les économies étaient nationales et les gouvernements avaient encore des moyens d'action sur les marchés, tandis qu'avec la mondialisation, les capitaux se déplacent si vite qu'une catastrophe financière dans un pays a immédiatement des effets sur ses voisins, et se répand à très grande vitesse, on vient de le voir avec la crise asiatique.

Pourtant ce risque n'a pas empêché un économiste de s'émerveiller *«L'économie américaine est la merveille du monde.»* La dette extérieure nette s'élève à 1.500 milliards de dollars mais le vice-président Al Gore est allé à Davos pour faire la leçon aux Japonais, en leur disant qu'ils doivent *«résister aux sirènes du protectionnisme et de l'isolationnisme.»* Les dirigeants japonais n'ont pas du tout apprécié : *«L'Amérique est un grand pays…qui devrait utiliser de façon plus judicieuse les mots qu'il emploie.»*

2• C'est du Japon que viendrait le second danger, bien qu'il soit moins endetté que les États-Unis, et qu'il batte des records d'excédents commerciaux. Le problème y est celui de la dette publique, des caisses de retraites, des collectivités locales, des transports… et, là aussi, du système bancaire que le gouvernement vient de renflouer (400 milliards de dollars). Les capitaux japonais investis à l'étranger pourraient donc être tentés de rentrer au pays ce qui ferait du tort aux entreprises américaines, donc chuter Wall Street et les autres, et augmenterait encore le deficit commercial des États-Unis.

3• Le 11 janvier vient de se produire la plus grande faillite jamais enregistrée en Chine. C'est celle du GITIC, qui devait plus d'un milliard de dollars à des investisseurs étrangers. Certaines banques, qui lui avaient illégalement octroyé des crédits vont sans doute tout perdre. On découvre ainsi que la facilité avec laquelle les banquiers étrangers accordent des crédits aux grosses sociétés d'investissement chinoises conduit à des dérives et à des corruptions qui menacent tout le développement du pays le plus peuplé du monde. Pour relancer sa croissance, la Chine va sans doute dévaluer sa monnaie, entraînant celles de Corée et Thaïlande, relançant ainsi la crise asiatique.

QU'EST CE QUE CETTE TAXE TOBIN?

Dès la première réunion de la section locale ATTAC des Yvelines-Nord, chacun a dit, d'emblée, *«je ne suis pas spécialiste, la finance et l'économie, je n'y connais rien, mais essayons ensemble de comprendre et nous saurons mieux nous défendre contre la pensée unique qui nous est imposée».*

Comme ATTAC nous proposait une pétition où il était question de taxe Tobin, nous avons commencé par elle. Nous nous sommes mis à quatre pour analyser les documents que nous avions, et expliquer aux autres ce que nous avons pu en tirer. Voici, en gros, ce que ça a donné :

À l'origine, en 1972, James Tobin, au cours d'une conférence à Princeton, propose de taxer les transactions monétaires (opérations de change d'une monnaie à une autre). Personne n'y prête attention. Le montant de ces transactions est alors estimé à 18 milliards de dollars par jour. En 1985, ce montant est passé à 150 milliards $/jour; en 1992 à 880 milliards $/jour; on l'estime maintenant à plus de 1800 milliards $/jour (soit bien plus que le seul PIB de la France). Du coup, on repense à la proposition de Tobin, qui, depuis, a obtenu le prix Nobel d'économie en 1985. Et en 1995, F.Mitterrand relance l'idée au sommet du G7 à Halifax.

La raison d'être de cette taxe est qu'il existe beaucoup d'impôts sur le travail (facile à taxer par les gouvernements parce qu'il est relativement bien localisé), qu'il en existe un peu sur les transactions entre titres et pas du tout sur les transactions entre devises (très «volatiles»).

Quel doit en être le taux ? La question est ouverte. La difficulté est qu'on veut freiner la spéculation sans pénaliser les changes opérés par des entreprises qui, sachant par exemple, qu'elles auront à terme à payer des matières premières dans une devise qu'elles n'ont pas, choisissent de changer quand le taux de la monnaie dont elles ont besoin leur est favorable. Comment faire la différence entre un tel change et la spéculation ? La réponse est dans la fréquence des transactions. Les spéculateurs changent très fréquemment, l'un d'eux aurait dit «pour moi, le long terme, c'est dix minutes». Tobin avait donc proposé de ne taxer que les opérations au comptant (dites spot), et pas celles à terme (dites futures) ni les options. Mais sur la base d'une taxe fixée à seulement 0,1 % à chaque transaction (un aller et retour entre deux monnaies) on a calculé que la taxe **effective** varie de la façon suivante en fonction du temps entre deux transactions :

1 jour	1 semaine	1 mois	3 mois	1 an	5 ans
73 %	10,4 %	2,4 %	0,78 %	0,2 %	0,04 %

on peut donc taxer toutes les opérations de change, à un taux faible.

Au taux de 0,2 %, les spéculations de change seront en moyenne taxées à 44 %.

Dans l'état actuel de la spéculation, le produit d'une taxe à 0,1 % est estimé à 166 milliards US$ par an. On peut alors imaginer de le répartir entre les gouvernements qui les prélèveraient et un fonds d'aide international. Comme ces transactions sont surtout faites dans les banques des pays riches, ce fonds permettrait un transfert de ces pays vers ceux du Tiers monde. Reste à définir comment l'administrer.

La question de l'évasion fiscale a été soulevée. Il semble que l'organisation de paradis fiscaux pour éviter cette taxe demanderait du temps, et que l'OCDE soit capable de l'empêcher, pourvu qu'un consensus de tous les gouvernements aboutisse à une réelle coopération.

Il reste aussi que si cette taxe enrayait la spéculation monétaire, la source de cette taxe serait tarie et qu'il faudrait aux spéculateurs du temps pour trouver autre chose.

En fait, la seule et unique difficulté est d'obtenir des gouvernements une taxe dont le principe va à l'encontre des principes néo-libéraux. Belle occasion de tester les véritables intentions de nos «représentants». Pour notre part, nous soutenons cette démarche, ne serait-ce qu'à titre pédagogique, pour montrer où se situent les obstacles. Si elle échoue, ce que nous pensons, la démonstration sera faite que le capitalisme n'est pas amendable.

M-L D.

Suppressions d'emplois[1].

• Le pétrolier américain Conoco a annoncé la suppression de 975 emplois, soit 6% de ses effectifs. Il réduira de 21% ses investissements en 1999.

• Le groupe pétrolier britannique BP-Amoco supprimera 600 emplois au cours des deux prochaines années dans deux complexes pétro-chimiques britanniques. (Le groupe a déjà supprimé 1.600 emplois aux États-Unis). Au total 6.000 suppressions d'emplois sont prévues.

• Le groupe pharmaceutique Adventis, résultat de la fusion de Rhône-Poulenc et de Hoescht devrait supprimer entre 9.800 et 11.000 emplois[2] .

• Le PDG de la compagnie suédoise Ericsson a annoncé en décembre dernier un plan de restructuration comportant le licenciement de plus de 10% des effectifs :11.600 salariés, dont 3.300 en Suède, devront quitter la société d'ici la fin de l'an 2.000. Raison donnée par le PDG : *«les nouvelles techniques demandent moins de personnel à la production que les anciennes»*.

• Selon une étude du cabinet Challenger, Gray and Christmas, en 1998, les entreprises américaines ont supprimé 677.795 emplois, un record pour les dix dernières années et 56% de plus que l'année précédente. Il faut remonter à 1993 pour trouver pratiquement un même niveau de suppressions d'emplois dans les entreprises américaines. Ce cabinet prévoit que 1999 pourrait être une année encore plus noire pour les licenciements, notamment à cause des vagues de fusion et d'acquisitions.

Cependant, selon les directeurs financiers des grands groupes américains, les profits des entreprises américaines devraient croître de 20% en 1999.

***

Une belle foire

Target, le nouveau système de paiement transfrontalier reliant entre eux les quinze pays de l'Union européenne et la BCE a vu , dès le 5 janvier, transiter près de 1.000 milliards d'euros (6.559 milliards de francs, soit l'équivalent de 80% du produit intérieur brut de la France). Mais au cours des 4 premières journées de fonctionnement la clôture du système a du être retardée trois fois à la demande de l'un des pays membres. Au lieu de simplifier les systèmes de paiement interbancaires, l'arrivée de la monnaie unique les a considérablement compliqués. Aujourd'hui, 19 systèmes de règlements nationaux cohabitent avec deux systèmes de règlements transfrontaliers : l'Association des banques pour l'euro et Target. Pour attirer le maximum de flux, chaque système doit faire la preuve de son efficacité. Le pays dont le système gérera le plus de mouvements présentera un avantage déterminant pour attirer chez lui le marché monétaire le plus actif en euros . Le principe arrêté par les plus grandes banques mondiales selon lequel *«c'est le destinataire des fonds qui spécifie le lieu où il veut les recevoir ainsi que le circuit du règlement à emprunter»*, n'a pas été respecté par tous et, en particulier, pas par les banques allemandes. Bien que la Banque de France affirme que les difficultés techniques rencontrées n'ont pas fait obstacle au bon fonctionnement du système, tous les acteurs restent très mobilisés pour que Target assure correctement les règlements entre banques. Celles-ci en effet ne peuvent pas se permettre de terminer la journée avec des incertitudes sur leur situation de trésorerie. Or, c'est ce qui se passe depuis le 4 janvier. Les trésoriers des banques sont désorientés car certaines des sommes qu'ils attendaient se sont égarées dans des circuits complexes de règlement ou ont été payées sur un compte à l'étranger; d'autres n'ont tout simplement pas été virées par suite d'erreurs de codification. Résultat : les trésoriers ne savent pas le soir s'ils doivent emprunter les sommes manquantes pour ajuster leurs comptes ou s'il leur suffit d'attendre que les paiements arrivent… Mais il paraît que les banques font preuve d'une grande indulgence les unes vis à vis des autres[3].

Qu'en est-il pour vous à qui les banques continuent de faire payer des droits de change entre euros et monnaies nationales?

***

Risques de Contagion

Après que le Brésil (huitième puissance économique mondiale) ait décidé de laisser flotter sa monnaie (qui a perdu 20% en une semaine par rapport au dollar), la Bourse de Sao Paulo s'est spectaculairement envolée de 33,4%. Du coup toutes les places financières mondiales ont repris de la vigueur. Mais l'euphorie n'a pas duré. Pour certains analystes, *«la crise brésilienne ne pourra qu'augmenter les forces déflationnistes déjà à l'œuvre dans une grande partie du monde. La tendance à la baisse des cours des matières premières, au repli des prix industriels va s'accentuer. La fragilité du système bancaire s'en trouvera accrue, avec à la clé des risques de pénurie de crédit. Le verrou brésilien ayant sauté, les regards vont maintenant se tourner vers l'Argentine, le Chili et, à l'autre bout du monde, vers la Chine et Hong Kong, qui ont jusqu'à présent tenu bon le cap monétaire : pour tous ces pays, l'alternative économique est désormais celle de la déflation ou de la dévaluation»*.

Selon Bruce Steinberg, analyste de la banque d'affaires américaine Merrill Lynch, *«les problèmes du Brésil vont probablement créer un nouveau phénomène de contagion mondiale. la majeure partie de l'Amérique latine va entrer en récession. Cela pourrait se transmettre aux autres marchés émergents et l'on doit se poser la question des perspectives de croissance aux Etats-Unis et en Europe»*.

Jean-Pierre Mon

1. sauf indication contraire, ces chiffres sont tirés du journal *Le Monde* entre le 1/1/99 et le 27/2/99.
2. d'après *Les Échos*, 11/2/99.
3. d'après *Le Monde* 9/1/99.
4. d'après *Le Monde* 17-18/1/99.

Exception sanitaire ?

La revue trimestrielle de la *Mutuelle de l'équipement et des transports* a découvert, en novembre dernier, ce que cachait le projet de l'AMI et voici comment R. Brauman y dénonce ce que les accords de l'Organisation mondiale du commerce préparent pour l'industrie du médicament *«Comme pour les autres secteurs, ils visent au démantèlement de toutes les barrières freinant le commerce international et au renforcement de la propriété industrielle. En 2005 au plus tard, les pays en développement qui se sont dotés d'une industrie pharmaceutique locale ne pourront plus la protéger face aux appétits des firmes multinationales. Pour la plupart d'entre eux, cela signifie la ruine de leur production nationale, d'autre part un renchérissement des médicaments sous brevet, autrement dit de tous les médicaments innovants.*
Ajoutons à ce tableau le problème de l'abandon de la production et de la recherche pharmacologique dans le domaine des pathologies tropicales, pour cause de "marché non solvable", et l'on aura une idée des conséquences dramatiques du libre-échangisme intégral sur la santé dans les pays pauvres».

Hélas R. Brauman en conclut simplement que le médicament, comme la culture, doit bénéficier d'une "exception sanitaire" !
Quelle étroitesse d'esprit ! Chacun s'obstine à ne voir que les dégâts qui le touchent de près ! Et ne veut pas voir que c'est tout le système qui doit être remis en cause.

(d'après un envoi de R.V., Montfarville)

* * *

Euroscepticisme

Après le lancement de l'euro, les commentaires de l'économiste Jean-Paul Fitoussi ne sont pas euphoriques :*« La seconde impression fut un sentiment de malaise tant il me semblait que, delà des oripeaux de la fête, le vrai message véhiculé, non intentionnellement, par les médias était que l'euro n'était pas ce langage commun que les peuples d'Europe se donnaient pour resserrer leurs liens, mais une nouvelle langue qui ne serait parlée que par un groupe restreint, hautement privilégié, de personnes. Car la monnaie est comme un langage, disait en substance James Tobin : je le parle parce que d'autres le font… Mais trop, c'est trop. La fête de l'euro avait quelque chose de surréaliste… elle n'était fête que pour certains. La belle envolée des Bourses, l'appréciation éphémère de l'euro par rapport au dollar coïncidaient avec une aggravation du chômage en Allemagne et une nouvelle révision à la baisse des perspectives de croissance en Europe pour l'année 1999. Pendant ce temps, les Français étaient initiés à la complexité des divisions par 6,55957, pour finir par constater que de tels efforts étaient probablement inutiles car ils continueraient de payer des commissions sur les opérations de change entre monnaies de la zone euro… On ne saurait mieux avertir que l'euro allait être très électif dans les bienfaits qu'il allait dispenser aux populations. Il était la monnaie des marchés financiers et non celle des citoyens».*

(d'après un envoi de D.S., Toulouse)

* * *

Que penser du traitement du chômage à la Hollandaise ?

À l'origine, les allocations de chômage étaient destinées à permettre aux travailleurs qui perdaient leur emploi de vivre avant d'en retrouver un autre. Mais quand le chômage de longue durée a fait son apparition, la conception de ces allocations n'a pas évolué, alors qu'on sait bien que certains chômeurs ont, à juste titre, perdu tout espoir de retravailler. Les Hollandais l'ont reconnu de la façon, originale, suivante : ne sont plus considérés comme chômeurs que ceux qui cherchent un emploi. Les autres ont droit à une *"pension d'invalidité"* dont le montant peut parfois aller jusqu'à 70 % du dernier salaire, donc plus que le RMI.
Ainsi la société hollandaise se donne bonne conscience et son taux de chômage apparaît bien plus faible dans les statistiques !

(d'après un envoi de C. Coulon, Asnières)

* * *

L'abondance, encore l'abondance !

D'après George Magnus, chef économiste de Warburg Dillon Read, *«l'économie mondiale est confrontée à des excès de capacités industrielles qui font chuter les prix et les profits des entreprises. De plus aux Etat-Unis, il y a conjonction de trois bulles : celle du marché des actions, celle de la consommation des ménages et celle du déficit de la balance des paiements. Le marché des actions est surévalué, soutenu par les achats des ménages. ces derniers ont succombé à une frénésie de consommation au détriment du taux d'épargne, tombé pratiquement à zéro. Enfin, un écart inquiétant se creuse entre les surplus des balances des comptes courants japonaises et européennes et le déficit des Etats-Unis. D'autant que la récession s'aggravant au Japon et les taux d'intérêt à long terme progressant rapidement, les investisseurs japonais pourraient rapatrier leurs capitaux chez eux».*

(d'après un envoi de A.H., Perpignan)

* * *

De qui est-ce ?

Telle est la logique des régimes globalitaires. En favorisant, au cours des deux dernières décennies, le monétarisme, la déréglementation, le libre-échange commercial, le flus libre de capitaux et les provatisations massives, des responsables politiques ont permis le transfert de décisions capitales… de la sphère publique à la sphère privée.

Réponse : C'est l'avertissement d'un connaisseur, George Soros, dans *"La crise du capitalisme mondial"*, traduction parue en novembre dernier chez Plon.

Modernité = Apocalypse ? No !

Qui n'a pas entendu, sur France- Inter, la *"chronique matutinale"* de Philippe Meyer, dans laquelle il ironise sur les abus, outrances et incohérences de notre Société ? Retenons sa formule finale, provocatrice : *« Nous vivons une époque moderne »*. Voilà le mot lancé tous les matins (du monde).

Moins ironiquement, hélas, le mot fait florès dans les discours politiques ou les commentaires des économistes et des médias. On ne peut concevoir une démocratie, sans qu'elle soit **moderne**, on rénove un parti ou une alliance pour créer une opposition **moderne**, on prépare des lois pour se doter d'un Enseignement **moderne**.

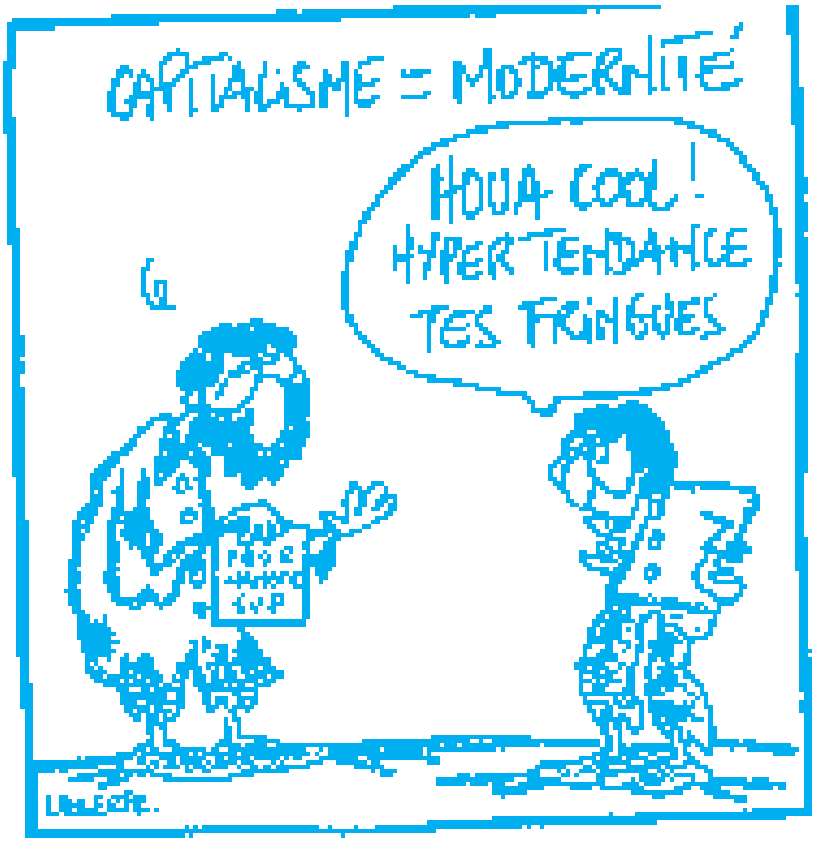
L'économie elle-même est gagnée par le virus de la **modernité**. Le communisme est devenu archaïque. Vous avez entendu comme moi notre Premier Ministre, lors d'un entretien télévisé récent déclarer que le Parti Communiste évolue vers la modernité… Le socialisme vit sa belle mort, vive la Sociale démocratie.

La modernité en économie, c'est le libéralisme ("avancé", bien sûr) ou sa variante le "néo-libéralisme". Je galèje ? Ecoutez attentivement les prochains discours de notre Président ou ceux (sûrement nombreux) des hommes politiques lors des prochaines élections européennes, ils nous promettront une économie moderne, dans une Europe moderne, grâce à l'Euro, cette monnaie moderne.

Face à l'utilisation abusive du vocable modernité ou de l'adjectif moderne, on ne peut s'empêcher de rappeler ce qu'écrivait Herbert Marcuse[1]: *«A travers le style de la politique, le pouvoir de l'imagination va beaucoup plus loin qu'Alice au pays des merveilles, quand il manipule les mots, quand il fait du sens un non-sens et du non-sens un sens »*.

Car, à l'écoute des économistes de cette fin de siècle, mais aussi des politiciens, des commentateurs et experts de tout poil, que cachent ces mots magiques ? Qu'est-ce qui les fait donc tous courir après cette sacro-sainte modernité, de gauche comme de droite ? Ne manipulent-il pas la modernité avec une *insoutenable légèreté* ?

Pour les sociaux démocrates français, par exemple, la loi sur les 35 heures est une des mesures qui doit créer des emplois et moderniser notre économie. Mais est-ce bien une idée moderne? Voici ce qu'écrivait en 1516 Thomas More[2]: *« On me dira peut-être : six heures de travail par jour ne suffisent pas aux besoins de la consommation publique et Utopie doit être un pays bien misérable. Il s'en faut bien qu'il en soit ainsi. Au contraire, les six heures de travail produisent **abondamment** [3] toutes les nécessités et commodités de la vie, et en outre un superflu bien supérieur aux besoins de la consommation »*.



Pour les adeptes[4] de la modernité libérale, il s'agit avant tout de convaincre par des livres ou des discours péremptoires qu'une économie de marché *moderne* n'est possible qu'aux mains de ses décideurs. Ce mot ne peut donc être utilisé que par des sphères dirigeantes. Dans les autres sphères, on est condamné à vivre comme toujours, c'est-à-dire essentiellement à consommer la production, grâce à un système de distribution hautement perfectionné et concentré. Ces sphères solvables sont *"ciblées"* par études et enquêtes (marketing), puis *"activées"* par une publicité *'appropriée"*. Les sphères non solvables constituent le tiers ou le quart monde, en bref, les marginaux de l'économie (les socialistes du début du siècle parlaient des "damnés de la terre" !). Jacques Attali[5], résume en une formule lapidaire la définition de la modernité : elle est *«à jamais démodée»*.

Voilà le résultat de la manipulation outrancière des mots, ils s'usent et perdent totalement leur sens initial, jusqu'à se confondre avec d'autres mots. En effet la modernité n'est autre que la mode, et à présent, la mode en économie, c'est la trop fameuse **pensée unique**.

La modernité n'est d'ailleurs pas le seul vocable qui ne s'use que si l'on s'en sert (mal à propos) : au sommet de Davos 99 on préférait parler de *globalisation* plutôt que de *mondialisation*, correspondant à un concept maintenant éculé.

Si l'on s'en tient à la définition des dictionnaires : *"modernité = caractère de ce qui est moderne"*, et ● ● ●

1. dans *L'Homme Unidimensionnel.*

2. dans *Utopia.*

3. C'est moi qui souligne. Où l'on voit que la notion d'abondance existait déjà. Pourquoi n'est-elle donc pas moderne ? On l'ignore (voir note 5 ci-dessous) ou gêne-t-elle ?

4. selon *Larousse.* : Adeptes = Les initiés d'une secte ou d'une coterie, Exemple : les maîtres du monde à Davos.

5. *Dictionnaire du XXIème siècle..* Titre accrocheur, mais définitions de circonstance... Ainsi, il débute par *"activité "*, ignorant *"abondance"*; quant à l'économie distributive, il ne connait pas.

«La manipulation des mots ne soulage pas les maux de la société.» (Anonyme du XXème siècle)

● ● ●

"moderne = qui est du temps de la personne qui parle ou d'une époque relativement récente", il est flagrant que nos politiciens et économistes ne l'entendent pas dans ce sens. Pour eux, l'utilisation du tandem *moderne/modernité* charrie des notions de valeurs positives : leurs propositions sont toujours les meilleures; en outre, elle leur permet de sous-entendre que les mesures prises anticipent le futur. En réalité elle leur permet de cacher la faiblesse de leurs arguments et leurs vraies motivations. À écouter les compte-rendus de Davos 99, je dénie à quiconque le droit de dire maintenant que l'on est dans une économie *moderne* ou que l'on va vers un modèle d'économie *moderne*. Le mot *moderne* a été vidé de son sens. Comme l'écrivait Malraux *« pour un homme du XIII ème siècle, le gothique était moderne»*. De même, le modèle Davos 95 devait répondre aux exigences d'une économie moderne. Il vient d'être prouvé à Davos 99, que ce modèle n'a pas fonctionné, qu'il a créé les crises financières à répétition. Même si les VIP de Davos[6] se défendent bien d'être tenus pour responsables des crises (ce sont les politiques qui sont non seulement responsables mais coupables !), le modèle 95 est finalement obsolète. La pensée unique n'est donc pas une pensée moderne, elle n'est que le prolongement d'une idéologie du XIX ème siècle, en un mot : l'esprit mercantile, hérité de l'usure pratiquée au Moyen-Âge.

Pourquoi Jean-Paul II n'est-il pas venu à Davos pour rappeler à la secte des vrais dirigeants de l'économie mondiale la condamnation de l'usure faite par Saint Augustin au début du Moyen-Âge[7] ? Son discours y aurait sans doute été plus opportun que celui qu'il a prononcé dernièrement devant les chrétiens du Mexique, ces laissés pour compte de l'économie de marché américaine.

De tout cette tempête sous un crâne (pour fuir le terme brainstorming !) qu'a été Davos 99, je ne retiendrai que le constat d'un commentateur. Je vous le livre, brut de fonderie :*« Les USA paraissent en forme. Mais le paradoxe de la globalisation c est que l'économie mondiale est gérée, en fait, par les occidentaux. D'où une politique du XIXème siècle faite par les grandes entreprises. Il y a basculement du rôle de l'État vers ces entreprises qui, du coup, sont confrontées à des problèmes du type éthique* [de qui se moque-t-on ?]. *Les dirigeants de ces entreprises disent ne pas pouvoir jouer les Mère Thérésa du social. C'est aux politiques d'assumer les problèmes sociaux »*.

Ainsi *"le Capitalisme à visage humain"* de la grand-messe de la modernité à Davos en 1995 n'était encore qu'une manipulation des mots. La métaphore était prometteuse… ce n'était qu'une image virtuelle. Mais, il y a plus grave, à mon sens, quand on entend un représentant de la Lloyd résumer ainsi les débats :*« Les hommes d'affaires ne sont pas inquiets mais préoccupés* [nuance!]*des mécanismes qui fonctionnent mal. Ils sont à l'avant-garde de la mondialisation mais soucieux des dysfonctionnements lors des fusions ou acquisitions d'entreprises. Car, seuls les meilleurs gagnent lorsqu'ils sont performants»*.

Et voici le bouquet final : *« Il faut s'attendre à une crise du dollar, dans les trois ans à venir, car les américains ont un taux d 'épargne négatif; une économie financée par les autres pays* [ce n'est pas nouveau!], *donc une stabilité financière précaire. Le yen devrait lui aussi s'affaisser, d 'où une meilleure compétitivité des produits japonais…»* De grâce, n'en jetez plus !!

Si nous comprenons bien, à Davos, rien n'a été trouvé pour, au moins, amortir les crises, ce qui est clairement l'aveu que les crises sont inhérentes à une économie de marché moderne.

Compte tenu des "préoccupations" des hommes d'affaires, on peut s'attendre à de nouveaux scénarios catastrophe. *Apocalypse Now* peut donc se jouer tous les jours et à plusieurs séances (de Bourse), rappelez-vous la dernière *Une* du journal *Le Monde* : *« Brésil acte III »*.

Cette situation était-elle prévisible ? Oui, mais ce n'est pas chez les économistes qu'il faut trouver une réponse, c'est chez un littérateur, qui ne peut être qualifié de gauchiste. Dans un article[8] Bruno Rigolt retrace la vision de l'Apocalypse selon Bernanos, il écrit: *«Pour Bernanos, la modernité porte en elle les germes de la fin de l'Occident»*. Il relève, dans la correspondance de l'écrivain, cette observation préalable : *« La modernité marque une limite dans l'histoire du monde»*. Pour B.Rigolt, l'étude des personnages dans l'œuvre de Bernanos révèle que *«derrière ces imposteurs, ces révoltés ou ces victimes, il n'est pas rare de déceler la préfiguration d'une*

6. Comme l'a déclaré Susan George, chercheuse franco-américaine, au journal *LeTemps*, du 29/12/98 : *«Les deux mille messieurs qui se réunissent chaque année à Davos pour la rencontre des Maîtres de l'univers, j'ai un peu de mépris pour eux, mais surtout j'ai pitié, pitié, pitié .»*

7. J.Duboin rappelle dans *Les yeux ouverts* , la position de Saint-Augustin : *« usus pecunlae est in emissione ipsus»*, c'est à dire en Français moderne : *l'argent est fait pour être dépensé.* Soit, en clair: ne thésaurisez pas, ne capitalisez pas. Que dirait aujourd'hui des spéculations boursières ce père de l'Eglise ?

8. du *Monde de l'éducation* juillet-août 1998.

9. *« Le culte que nous rendons à la modernité a peut-être pour base une allergie d'engagement »* Bernanos.

SOUSCRIPTION PERMANENTE *Pour que vive* ***La Grande Relève.***

M. Allemand 70 - R. Labesse 400 - Mme Lahens 170 - R. Lanchon 70 - P. Le Nin 90 - J. Legros 60 - R. Marlin 20 - M. Médard 100 - A. Morlot 20 - A. Nahoun 370 - P. Orliange 370 - B. Palier 300 - M. Petit 70 - Mme Phélippot 100 - R. Quicroit 70 - F. Quillevère 100 - J. Renon 100 - A. Richard 70 - P. Rivallant 20 - M. Rivoallan 50 - M. Sacagi 40 - R. Savart 120 - A. Sprintz 20 - G. Chauvaux 70 - P. Dubal 120 - E. Ducrey 70 - S. Faure 100 - Mme Giat 20 - Mme Guyot 170 -J. Valat 200 - R. Barbier 70 - Ch. Bauny 70 - Mme Berger 70 - Mme Beuret 20 - R. Mourin 50 - Mme Davrainville 70 - Mme Mathelon 20 - A. Mouradoff 70 - G. Morier 70 - A. Thelier 20 . ***Total Décembre 4.080 F.***

F. Julé 40 - Mme Lahens 170 - M. Lherminz 370 - E. Mathieu 150 - J. Rabattu 70 - H. Richon 30 - Mme Robier 20 - R. Saillard 120 - G. Carle 120 - G. Chauvin 70 - M. Delahaye 70 - M. Dosset 100 - J. Duray 70 - Mme Eisler 20 - M. Fournier 170 - Mme Frete 75 - J. Gobeau 70 - Mme Gremion 120 - R. Guérin 50 - P. Bauge 20 - M. Bourrely 70 - J. Mailer 20 - A. Bertat 20 - J. Rocq 120 - E. Mathieu 150. ***Total Janvier 2.305 F.***

Merci à tous !

Cette souscription permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. ***Qu'ils se fassent connaître !***

démocratie occulte, vision lucide de la disparition de l'État-nation, fermeture de classes dirigeantes en diminution numérique, moyennisation de la société, phénomènes d'exclusion liés à l'argent et à la culture». En bref, *"la société actuelle, société de transition, de compromis, dite moderne"*, porte en elle une dynamique de la négation, du fait de son système social *«dont la seule réalité est le figé, l'habituel, le conventionnel.»*

Ce regard porté par Bernanos sur la société, il y a maintenant 50 ans, n'est-il pas d'une brûlante actualité ? Les supermen de Davos, qui s'estiment non responsables, ne rendent-il pas un culte suranné à la modernité parce qu'ils fuient l'engagement[9] ? Pour eux, les progrès de la connaissance doivent uniquement augmenter la productivité, l'expérience devient recherche et développement rentables, les gains obtenus, un super-profit ! Ils ont alors bonne conscience, ils ne perçoivent aucune obligation envers les autres sphères, ils n'ont qu'une idéologie *au cours du jour*. Pourquoi ? La réponse est encore chez Bernanos : *« Leur petite société vit et progresse en vase clos »*.

En France-même, patrie de *"l'exception"* qu'est devenu le projet de Nouvelle Société, qui aurait permis de maîtriser notre destin, comme l'ont cru certains politiciens dans les années 1970 (Chaban-Delmas, assisté à l'époque de J. Delors) ? La volonté a failli devant l'oppression économique et le conformisme bourgeois. Et ce *néant de la volonté aboutit à la volonté de néant qui caractérise les exclus* d'aujourd'hui.

Sans revenir sur la longue liste de tous les exclus, marginaux ou apatrides, il est un symptôme plus inquiétant qui révèle les difficultés d'intégration dans notre société. Les média ont consacré la journée du 5 février à nous sensibiliser sur l'augmentation des suicides en France[10]. Les informations venant des États-Unis ou du Japon, ne sont guère plus encourageantes et touchent aussi les adultes. Voilà qui rappelle le phénomène observé lors de la crise de 1929, mais, fait nouveau, il concerne de plus en plus les jeunes. Les nostalgiques de *travail-famille-patrie*, auront beau expliquer que cela résulte de la dégradation des mœurs (plus de repères familiaux, divorces, etc.), il est évident que l'idéologie du CAC 40 n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme des jeunes pour une société qui ne leur offre pas un métier, mais, pour débuter, une longue recherche pour un emploi souvent précaire.

C'est à eux que je pense. Retraité, je suis éloigné des forces productrices, donc un pur consommateur. Je ne peux m'empêcher cependant de profiter de ma relative liberté d'expression pour avouer à ces jeunes que je ne suis pas fier de l'héritage transmis par ma génération. C'est pour cela que j'ai voulu fustiger ce mensonge de la modernité que j'entends depuis des décades. **La modernité ?** Jean Grosjean, dans la notice préliminaire à l'*Apocalypse de Jean* (j'y arrive à *Apocalypse Now* !) écrit : *«la fondation du monde semble d'hier et le futur est imminent»*. Autrement dit la modernité n'existe pas, puisque le présent est fugitif, virtuel pour parler le langage contemporain. Comme pour l'information, on vit en temps réel, et à très grande vitesse!

Et quand j'entends prononcer **modernité**, dans la bouche des dirigeants, je m'insurge, car il couvre finalement une actualité faite des guerres, crises, misères, famines, malaise des cités, qui résulte d'un accaparement du pouvoir par l'argent, que ces messieurs justifient par le respect de faux critères économiques. Le Communisme *des lendemains qui chantent* ? Non ! Mais, *l'apocalypse selon l'économie libérale, maintenant (ou demain)* non plus!

Alors : *« Dehors les chiens, les drogueurs, les prostitueurs, les meurtriers, les idolâtres* [du pouvoir de l'argent] *et quiconque aime ou fait le mensonge*[11]*»*. Et que Davos tombe dans l'oubli !

Cette conclusion pourrait paraître pessimiste s'il n'existait pas des hommes de bonne volonté (jeunes ou vieux) qui ont en commun un besoin d'utopie et gardent l'espoir d'une **société à visage humain**.

Car, comme l'écrit Paul Ricoeur : *« Si l'idéologie est la fausse conscience de notre situation, nous pouvons imaginer une société sans idéologie* [surtout libérale]. *Mais nous ne pouvons imaginer une société sans utopie, car ce serait une société sans dessein»*. Déjà, Victor Hugo ne considérait-il pas que *« l'utopie, c'est la réalité de demain»*.

Et l'utopie tangible et immédiate, c'est le lancement d'ATTAC contre les faux "AMI" !

Oppressés de tous les pays, unissez-vous[12] !

Jean Auribault.

10. en particulier des adolescents et des jeunes gens : 50 000 tentatives en 1998, avec récidives de 50% !

11. *Apocalypse de Jean* , XXII-15.

12. Saluons la réédition de *Réflexions sur les causes de la liberté et de l 'oppression*, de Simone Weil (la philosophe), écrites en 1934, Folio essais (Gallimard), 1998.

PÉTITION NATIONALE

ATTAC
Action pour la **T**axation des **T**ransactions financières pour l'**A**ide aux **C**itoyens.

Considérant que la mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales; qu'elle contourne et rabaisse les choix des peuples, des institutions démocratiques et des Etats en charge de l'intérêt général; considérant qu'il est nécessaire et possible pour les citoyens de faire prévaloir l'intérêt public sur ceux des marchés financiers et des entreprises transnationales,

Nous, soussignés, demandons solennellement à la représentation nationale et au gouvernement français:

1• qu'une taxation soit instaurée sur toutes les transactions financières, notamment sur la spéculation sur les devises (taxe Tobin), dont le produit sera affecté à la lutte contre les inégalités et la misère.

2• Que cette taxation soit accompagnée par une série de mesures de transparence et de dissuasion à l'encontre de la criminalité financière et des paradis fiscaux, en tout premier lieu ceux situés en Europe.

3• Que le gouvernement prenne une initiative exemplaire en ce sens par l'ouverture d'un débat sur ces questions, au Parlement et dans le pays, et par la demande officielle de leur mise à l'ordre du jour d'une prochaine réunion ordinaire ou extraordinaire du Conseil européen.

4• Que, par ailleurs, le gouvernement renonce définitivement à signer tout accord ou traité (tels l'A.M.I. ou le P.E.T.) aliénant la souveraineté démocratique au profit de la sphère économique et financière transnationale.

NOM, PRÉNOM
(Qualité), ADRESSE

SIGNATURE

A retourner à *La Grande Relève*, BP 108, 78115, Le Vésinet Cedex, qui transmettra à ATTAC.

La Dame de fer

Apropos du néolibéralisme, on fait souvent une erreur historique, chronologique, et un contre-sens socio-économique : le Reaganisme aux États-Unis ***puis*** le Thatchérisme en Angleterre… Reagan a été élu Président en 1981, mais M.Thatcher était devenue Premier Ministre en 1979. Dès 1975, elle avait pris la tête du parti conservateur, et, drivée par son conseiller Friedrich Von Hayek[1] elle allait bousculer le conservatisme *"classique"* du vieux parti que dirigeait avant elle E. Heath.

Et il y a une différence capitale avec l'Amérique sur le plan socio-économique. Le fait que Reagan soit conseillé par le monétariste Milton Friedman[2] n'a eu qu'une influence modérée sur la société et l'économie[3]. En effet, l'Amérique a été de tout temps libérale ; presque toute l'économie est aux mains du privé, ainsi que le social pour l'essentiel (santé). Par contre, les perspectives de bouleversement qui s'offrent en Angleterre aux néolibéraux forcenés, avec l'un d'eux au pouvoir, sont immenses : il s'agit de démanteler l'État, de privatiser toute l'économie, de dérèglementer et, pour ce faire, de briser les syndicats. Cerise sur le gâteau, l'Angleterre servira d'exemple à tous les pays avancés d'Europe, et même d'ailleurs, dans lesquels la part de l'État et la protection sociale entravent la *"révolution libérale"*. En 11 ans, M. Thatcher va se consacrer à cette tâche et, hélas, y fera merveille. Anoblie, elle démissionne en 1990. On lui propose une fortune pour écrire ses mémoires… qui, bien entendu, ne mentionnent pas la misère dont elle est responsable. Elle est fière de son œuvre.

On mesure à peine aujourd'hui la part qui revient à la "Dame de fer" dans les bouleversements socio-économiques du monde au cours de ces vingt dernières années. Sa dernière sortie, la défense de Pinochet, est une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de la triste mentalité de cette créature qui a tant pesé sur cette fin de siècle. En mal.

***

Un petit livre[4] vient à point pour faire la lumière :*"Les Évangélistes du Marché"*, sous-titre *"Les intellectuels britanniques et le néolibéralisme"*. Pour tenter de pallier le chômage né de la crise des années 30, les gouvernements sont intervenus à coup de subventions (blé dénaturé, arbres fruitiers arrachés…), de grands travaux, etc. La situation inspira Keynes qui publia en 1936 la *"Théorie générale"*. En réaction se tint à Paris en août 1938 le *"Colloque Walter Lippmann"* qui réunit une trentaine d'intervenants dont, déjà, Van Hayek qui avait alors 39 ans. Le Président Rougier proposa la création d'un centre international pour la rénovation du libéralisme, centre qui ne vit jamais le jour du fait de la guerre.

Dès avril 1947, sur le Mont Pèlerin, se tint un colloque pour mettre au point une organisation de lutte contre le keynésianisme en voie de devenir la nouvelle orthodoxie sociale et économique de l'Europe[5] (droite ou gauche). La *"Société du Mont Pèlerin"* est fondée. Tous les tenants du libéralisme se retrouvent : la London School of Economics, l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, les Universités de Chicago (avec le jeune professeur Milton Friedman), de Vienne avec Von Hayek, Von Mises, Popper. Pour la France, Rueff, Allais. C'est Hayek qui ouvre et conclut la Conférence. L'argent des sponsors coule à flots[6]. Partout en Occident, on va financer les *think tanks* (*réservoirs de pensées* = groupe d'experts) pour mener bataille contre la *révolution collectiviste keynésienne*. La lutte sera longue : une trentaine d'années, ce qu'avait prévu le tenace Hayek. Né en 1899 à Vienne, installé en Grande-Bretagne, il part en 1950 pour Chicago où on lui offre une chaire. Il popularise les idées de son livre *"La route de la servitude"* paru en 1945.

En 1955, Antony Fisher fonde à Londres l'*Institute of Economics Affairs*, l'un des *think tanks* les plus actifs. Hayek et Friedman lui fournissent pléthore de pamphlets vulgarisant le *libéralisme authentique* et plus tard le monétarisme. Fisher fondera 78 think tanks. Deux cent cinquante auteurs, pour la plupart universitaires, ont ainsi contribué à la construction de ce qu'on appelle aujourd'hui la *pensée unique*. Il faut *«briser la domination du parti travailliste sur la classe ouvrière et détruire à jamais le socialisme»*. En France, Madelin incarnera ce courant.

Les conservateurs gouvernent de 1970 à 1974 : la situation économique est très dégradée ; on assiste à des grèves longues et dures. Les travaillistes reviennent au pouvoir en 1974 avec H. Wilson, puis J. Callaghan. Les libéraux se radicalisent, dénoncent l'ingouvernabilité du pays. La crise est telle que, honte suprême pour la fière Albion, Callaghan doit faire appel au FMI, comme un vulgaire pays du Tiers monde, pour un prêt de 2,3 milliards de livres. En contrepartie, le FMI impose une réduction drastique des dépenses publiques (2,5 milliards de livres) et **l'abandon du volet social**.

La situation est mûre pour le retour de la droite aux législatives de 1979. Thatcher, et Von Hayek par procuration, est au pouvoir. On connaît la suite.

Le démantèlement du pouvoir syndical représente une des pierres angulaires de la construction du néolibéralisme. Les syndicats sont accusés de mettre en cause *l'ordre naturel de la société britannique*. La grande grève des mineurs de 1985 ne fera que précipiter l'instauration de lois restrictives. J. Major poursuit bien entendu l'œuvre de M. Thatcher. Et pendant ce temps naît un néo-travaillisme hybride *«d'une éthique moderniste, d'un retour aux valeurs chrétiennes* (Tony Blair est pratiquant) *qui laboure le même terrain que ses prédécesseurs conservateurs.»* T. Blair promettait que *«les éléments clés de la législation des années quatre-vingt concernant les syndicats seraient maintenus»*. Arrivé au pouvoir, son vrai visage apparaît. Son charisme antérieur a fait long feu : participation aux bombardements contre l'Irak (51 % des Anglais sont contre), 0,5 % d'augmentation de la production prévue en 1999, ministres à scandales qui doivent démissionner, salaire minimum maintenu à un très bas niveau.

La continuation de la politique Thatcher, via J. Major, et le travailliste Tony Blair, est assurée[7].

André Prime.

1. prix Nobel d'économie en 1974.

2. prix Nobel d'économie en 1976.

3. L'économie est si mal en point au début des années Reagan qu'il doit, ô horreur, faire du keynésianisme sans l'avouer… ou sans le savoir. Et cet analphabète va se séparer assez rapidement de son trop savant Conseiller.

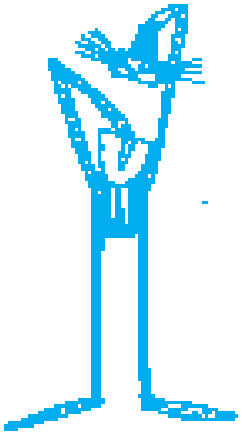
4. paru en 1998 Éd. *Raison d'Agir* 27 rue Jacob 75006 Paris.

5. Il ne faut pas oublier que dès juin 1945, les Anglais ont éliminé Churchill pour élire le travailliste C.Atlee. Il sera présent à la Conférence de Postdam, juillet-août 1945, remplaçant le vainqueur de la guerre.

6. Le milliardaire britannique Antony Fisher est un de ces sponsors.

7. Lire la conclusion de ce livre page suivante.

Une série d'expériences portant sur la motivation au travail a été scientifiquement menée par Edward L. Deci. Nous la rapportons ici pour répondre à tous ceux qui, dès qu'on leur parle d'un revenu assuré rétorquent que *«plus personne ne voudra travailler»*.



Sur la motivation au travail

Il importe de distinguer la motivation **in**trinsèque (je travaille parce que j'ai plaisir à le faire) de la motivation **ex**trinsèque (je travaille pour une récompense extérieure, pour de l'argent, etc. ou, ce qui est négatif, pour éviter un châtiment).

La motivation interne est très fréquente, rapporte l'auteur, beaucoup de gens font beaucoup de choses simplement parce qu'ils ont plaisir à les faire. L'étude n'a donc pas porté sur cette simple motivation, évidemment très positive.

La première question étudiée a été : le renforcement extrinsèque augmente-t-il la motivation intrinsèque ? La diminue-t-il ? La laisse-t-il inchangée ?

Il s'agissait donc d'observer le comportement d'une personne engagée dans une tâche qui présente pour elle un intérêt intrinsèque, mais pour laquelle elle se trouve également récompensée de façon extrinsèque.

La tâche choisie était un certain puzzle, du nom de *Soma*, dont des tests ont montré qu'il est très intéressant. L'observation a porté sur des centaines d'étudiants qui devaient se servir des morceaux du puzzle pour reproduire plusieurs formes tracées sur du papier.

Première série d'expériences : chaque étudiant avait quatre formes à reproduire et dix minutes à chaque fois. Quand il avait fini, l'étudiant restait seul dans la salle et il était libre de faire ce qu'il voulait, lire une revue, faire un puzzle de plus ou n'importe quoi d'autre. Donc si les étudiants, livrés à eux-mêmes, continuaient à faire des puzzles, ce serait par motivation intrinsèque, et le temps supplémentaire qu'ils passeraient à faire ces puzzles serait la mesure de leur motivation intrinsèque pour cette activité.

«Nous avons alors cherché à déterminer l'effet de l'argent, raconte le chercheur. *Nous avons annoncé à la moitié des 64 sujets qu'ils recevraient une certaine somme par réponse correcte. L'autre moitié travailla également aux puzzles, mais sans être payée pour une réponse correcte. L'argent fit une différence. Les étudiants payés passèrent beaucoup moins de temps à faire des puzzles que ceux qui les firent à titre gratuit. Ayant été payés, leur motivation intrinsèque diminua. Ils s'étaient donc mis, dans une certaine mesure, à* ***dépendre*** *de la récompense externe.»*

«Dans une seconde série d'expériences, nous avons cherché si les menaces d'un châtiment auraient de l'effet. Nous avons dit à la moitié des 32 étudiants que s'ils n'avaient pas résolu les puzzles en dix minutes, une sonnerie très désagréable retentirait. Et le groupe s'attaqua au Soma en partie pour éviter ce châtiment. Le résultat fut que ces étudiants, tout comme ceux qui avaient travaillé pour de l'argent, eurent par la suite beaucoup moins d'intérêt intrinsèque pour le puzzle que ceux qui n'avaient pas été menacés d'un bruit pénible. Mais la menace avait joué un rôle : presque tous parvinrent à résoudre tous les problèmes à temps.

Troisième temps, nous avons payé chaque étudiant pour sa participation à l'expérience, que son résultat soit juste ou non. Il n'y eut alors aucun changement dans la motivation intrinsèque.»

Laissons méditer le résultat de ces expériences à ceux qui pensent qu'un revenu social, uniformément servi à tous, démotiverait les gens… Le promoteur de ces expériences observe que lorsqu'une personne fait quelque chose sans une récompense ou une sanction bien définies, son comportement résulte *(suite page suivante)*

Conclusion des
"Les Évangélistes du Marché".

«L'utopie hayekienne, ce rêve d'un monde sans syndicats où chacun se soumettrait aux coups de la main invisible du marché, acceptant un ordre naturel dans lequel les entrepreneurs jouiraient de la reconnaissance de tous, a encore des jours difficiles, même dans cette Grande Bretagne privatisée et dérèglementée qui est devenue la nouvelle patrie symbolique de nombre de commentateurs français.»

PARIS
PORTE
DE VERSAILLES

La Grande Relève
sera présentée
au salon du Livre,
ainsi que la revue des
Citoyens du Monde,
au stand de
la revue d'histoire populaire
GAVROCHE
ESPACE REVUES
STAND R 48

Nous y serons donc entre amis. Si vous voulez nous rencontrer, venez de préférence le dimanche 21 mars, à partir de 14 heures. Renée Marchand, des Citoyens du Monde, y sera la veille, le samedi 20.

uniquement de causes internes : j'ai plaisir à le faire. Par contre, si on lui donne des raisons externes, elle se met à attribuer son comportement à d'autres causes. Il ajoute *«lorsque nous n'avons pas lié directement les paiements aux résultats, les étudiants ont été moins enclins à penser que l'argent était la raison du travail»*.

L'étude explique ensuite que pour agir sur la motivation intrinsèque, il existe un autre moyen que ce changement du *lieu de causalité* : les compliments. Nos chercheurs ont observé que s'ils récompensaient chaque réponse correcte par un éloge *«c'est très bien, quelle rapidité !»* la motivation intrinsèque augmentait considérablement.

Pourquoi, se sont-ils alors demandé, la récompense verbale augmente-t-elle la motivation intrinsèque alors que la récompense par l'argent la diminue ? Leur réponse est qu'une activité faite par motivation intrinsèque procure un sentiment de compétence à celui qui la fait. Et la récompense verbale a le même effet : elle renforce la confiance en soi. Ainsi, concluent-ils, les récompenses externes ont au moins deux fonctions : l'une, de contrôle, place la personne sous la dépendance d'une récompense, l'autre, rétroactive, agit sur son estimation de sa propre compétence. Argent et menaces sont des moyens courants de contrôle qui ne nous apparaissent pas comme des preuves de notre compétence. Au contraire, des compliments après procurent un sentiment de bien-être. Mais il peut arriver qu'une trop forte dose de récompenses verbales rende une personne dépendante des louanges, tout comme elle dépend de l'argent ou de menaces, et finisse aussi par diminuer la motivation intrinsèque. Mais l'étude conclut que la récompense rétroactive est très différente de la récompense par contrôle.

Au cours de l'expérience suivante, les sujets ont reçu à la fois de l'argent et des louanges. Apparemment les deux sortes de récompenses s'annulent : le groupe a fait preuve du même degré de motivation que celui qui n'a rien reçu.

Pour finir, nos chercheurs ont expérimenté ce qu'ils appellent une rétroaction négative, c'est-à-dire l'effet d'un échec. Des puzzles beaucoup plus difficiles ont été donnés à un groupe de 32 étudiants, de sorte qu'ils ne réussirent absolument pas à les résoudre. Le résultat fut le désintérêt : découragés, ils passèrent ensuite moins de temps libre à faire ces puzzles, beaucoup moins que les étudiants qui, ayant résolu des problèmes faciles, avaient eu un taux de réussite bien meilleur. Les sentiments négatifs liés à l'échec avaient compensé les sentiments positifs liés à l'attrait intrinsèque du puzzle.

Le rapporteur de cette étude en tire d'intéressantes conclusions qui confortent parfaitement nos propositions de contrat civique par lequel l'individu choisit des activités pour lesquelles il est intrinsèquement motivé et donc qui lui procurent une satisfaction personnelle.

Tirons aussi de cette étude l'importance des récompenses internes plus efficaces et motivantes que les contrôles externes.

(d'après un envoi de J-P P, Château-Renault)

MARS AU THEATRE 95

de CERGY PONTOISE

(21 au 28 mars)

Carte blanche et en couleur

Partie du programme annuel laissée ouverte à des initiatives nouvelles eta des interventions extérieures, Carte Blanche aura cette année pour thème la *Différence et son acceptation* (altérité, identité, refus de l'exclusion).

Dans ce cadre, vous pourrez :

- participer à la Table Ronde *"Différences et Indifférence ?"*
- voir "*Les exclusés*", pièce écrite par 7 auteurs contemporains et mise en scène par Isabelle Starkier,
- assister au concert du chanteur algérien Baâziz "politiquement incorrect",
- voir l'exposition d'inspiration ethnographique sur les mariages, selon leurs traditions culturelles.
- passer votre soirée du samedi au *Café de la Plage* en dégustant des spécialités gastronomiques de communautés différentes,
- terminer votre semaine en assistant le dimanche en fin d'après midi à la première projection du film de Yamina Benguigui *"Mémoires d'immigrés"* au cinéma Utopia de Saint-Ouen l'Aumône.

Pour tout renseignement:
tél. 01 30 38 11 99 ,
http://www.theatre 95.fr

LES PÉRIPHÉRIQUES...

"Les périphériques vous parlent", avec leur numéro 11 de cet hiver ont sorti en cassette vidéo un film documentaire réalisé par F. Bertelli et C. Maury dont le titre est **Overflow.**

Il *«veut engager autant à la réflexion qu'à l'action en exprimant le dessein d'une société ouverte sur d'autres possibles que ceux de la société où l'on n'exalte que le meilleur et la compétition.»*

A commander à
"Les périphériques vous parlent"
BP 46 75468
Paris Cedex 10.

Prix d'une cassette (24 minutes) : 60 francs.

Un Nobel… vraiment génial ?

«*Avec le prix Nobel d'Amartya Sen, l'**économie redevient humaine***» titrait[1] *Courrier International*, avant de donner quelques extraits du quotidien de Madras, *The Hindu*, résumant les travaux du prix Nobel d'économie 1998. «*M. Sen, professeur au Trinity College de Cambridge, fait partie du cercle très restreint des philosophes qui éclairent d'un jour nouveau la discipline qu'ils étudient. Il a apporté **des idées originales** à ce qu'on appelle les "sciences sociales". Ce qui rend les travaux de M. Sen **exceptionnels**, c'est l'accent qu'il met sur l'adjectif "social" plutôt que sur le nom "science", en donnant un visage humain à une discipline qui devient de plus en plus aride, froide et impersonnelle…*».
Partisan de «*donner à l'État une plus grande responsabilité dans la promotion du bien-être de la société, M. Sen plaide pour un État démocratique qui soit à la fois honnête et sensible aux besoins des citoyens. Les capacités et besoins individuels sont au cœur de son analyse de la justice sociale…*».
Dans son éditorial du *Monde* intitulé "*Combattre la misère*", J-M.Colombani ne manque pas de souligner que cette année le prix Nobel d'économie a été attribué à un spécialiste de la pauvreté. Et Robert Solow, économiste au MIT, ancien prix Nobel lui aussi, ne tarit pas d'éloges sur le nouveau lauréat. Selon lui, Amartya Sen est la «*conscience de notre profession*». Bref, la presse vantait unanimement le Nobel d'économie 98, spécialiste de la misère.
J'ai donc voulu en savoir plus sur ses idées originales et ses travaux exceptionnels et l'occasion m'en a été fournie par une interview de Sen parue dans l'hebdomadaire américain *Newsweek* du 2 novembre.
Quelques échantillons : «*Mon travail sur la famine concerne principalement l'analyse des causes des famines, la recherche des moyens pour les éviter. **Au niveau économique général, il est important de réaliser que les gens se privent quand ils n'ont pas les moyens d'acheter de quoi manger.** Des famines peuvent se produire **même lorsqu'il y a abondance de nourriture dans un pays, si les revenus disparaissent** à cause du chômage ou si le pouvoir d'achat réel des salaires diminue. On a observé de nombreuses famines sans qu'il y ait diminution de la production de nourriture et il faut remplacer notre étude des famines au sens étroit, c'est à dire dues au manque de nourriture, aux famines, définies au sens large, comme des crises économiques*». Ouvrez vos parapluies bonnes gens, il pleut des évidences, surtout pour les lecteurs de la *Grande Relève* !!!
Mais vous n'êtes pas encore au bout de vos surprises. A la question : «*comment mesurez-vous la pauvreté ?*», le nouveau prix Nobel répond : «*La méthode courante de mesure de la pauvreté consiste à définir un "niveau de pauvreté" au dessous duquel on considère que les gens sont pauvres et à compter le nombre de personnes qui se trouvent au dessous de ce seuil. Mais cette méthode présente deux défauts. Premièrement, elle ne prend pas en considération l'étendue de l'écart entre le niveau de pauvreté de l'individu et le seuil considéré. Deuxièmement, elle suppose que les privations ne sont dues qu'à la faiblesse des revenus. Mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Par exemple, de nombreux cas de sous-alimentation sont à attribuer au moins autant à des maladies parasitiques qu'à la faible absorption de nourriture. On doit considérer la pauvreté comme la privation de besoins fondamentaux comme la possibilité d'être correctement nourri, de bénéficier de services médicaux, d'être en bonne santé, de participer à la vie de la cité, …*»

Monsieur Sen et les jurés du Nobel d'économie viennent de découvrir que les famines du Moyen-âge avaient fait place à celles du XXème siècle ! Il était temps ! On a failli arriver au XXIème dans cette ignorance. C'est donc cela les découvertes qui ont si fortement impressionné le jury du prix Nobel ?
Mais, me suis-je dit, il doit quand même avoir fait des propositions novatrices pour lutter contre ces famines en tout genre ? Jugez vous-mêmes : «*On peut prévenir les famines en créant des projets publics qui fournissent des revenus aux victimes potentielles des famines. Ces projets doivent associer les mécanismes du marché et une assistance gouvernementale, en contraste avec les programmes d'aide alimentaire qui brisent les activités sociales et économiques*». Voilà qui est révolutionnaire et vraiment nouveau … pour les jurés du Nobel.
Si ces brillants économistes avaient fait sérieusement leur travail, ils sauraient qu'il y a plus de soixante ans, «*la misère dans l'abondance*» était déjà dénoncée par un certain Jacques Duboin qui, lui, a eu le mérite de proposer quelques voies vraiment nouvelles.
Gageons donc que si on a donné le prix Nobel d'économie à Amartya Sen, c'est parce qu'il ne proposait pas de solutions risquant de mettre en péril l'idéologie dominante.
Ou parce que l'académie de Stochom a voulu faire oublier qu'elle avait décerné ce même prix l'an dernier à deux américains spécialistes des marchés financiers, Merton et Scholes, tous deux conseillers du fonds spéculatif américain LTCM, fonds tellement performant que le Trésor américain a dù, en urgence, le sauver de la faillite…

Jean-Pierre Mon.

1. fin octobre, dans sa rubrique économique.

2. des 18 et 19 octobre.

Le 8 février, deux commandos de "gros" céréaliers de la Beauce saccageaient des bâtiments publics et mettaient à sac le bureau de la ministre de l'environnement. Il ne s"agissait pas de l'issue d'une manifestation qui aurait mal tourné face aux forces de l'ordre. Cette démonstration de force brute n'était pas non plus le fait d'agriculteurs de montagne en difficulté. Tout au contraire, il s'agissait des mieux "nantis", de ceux qui profitent le plus des aides de la politique agricole commune parce qu'ils sont les plus gros et qu'ils entendent le rester, quitte à ce que tous les "petits" continuent à disparaître. Cette odieuse violence exprimait leur haine contre toute politique qui envisagerait de leur demander de respecter l'environnement et de produire sain. Tout cela parce qu'un projet de loi, que nous avons évoqué en mai dernier, envisage d'introduire ce souci dans la répartition des aides aux agriculteurs. Nous avons évoqué au moment de Noël la surproduction de foies gras, ainsi que celle du porc. Celle-ci résulte d'une productivité poussée à l'extrême et au mépris de tout respect, non seulement de l'environnement, mais aussi des consommateurs. C'est à ce propos que nous avons reçu les réflexions suivantes de notre correspondant en Bretagne :

Le modèle breton

Depuis plus d'un quart de siècle, une célébrité locale, agriculteur-chercheur, André Pochon se bagarre contre cette agriculture productiviste qui détruit peu à peu cette merveilleuse région qu'était la Bretagne.

Dans la revue du Groupement pour l'Étude et la Protection de la Nature - Association de protection de l'environnement des Côtes d'Armor[1] il publie un article intitulé *"Pourquoi il faut changer le modèle breton de production porcine"*. Je cite l'introduction :

«On sait produire du porc sans odeur, avec 2/3 en moins de nitrate dans les déjections, avec 2/3 en moins d'ammoniaque dans l'atmosphère, un porc de meilleure qualité parce qu'il vit dans des conditions saines, un porc qui coûte moins cher parce que les investissements sont diminués, les frais vétérinaires moindres.

Ces élevages existent dans notre département à la satisfaction des éleveurs et du voisinage. Des études scientifiques ont été menées démontrant l'avantage de ces élevages sur paille ou sciure comparés à l'élevage sur lisier. Alors pourquoi les décideurs-professionnels agricoles, administrations et politiques-continuent-ils de prôner le modèle dominant (pensée unique) d'élevage de porcs sur lisier qui mène l'économie de ce département dans le mur ?»

L'article explique les avantages de l'élevage sur paille ou sur sciure et démontre que ce système est performant dans tous les domaines.

Mais il ne répond pas directement à la question posée.

Or, cette réponse est amenée par la cinquième ligne de l'introduction : *«un porc qui coûte moins cher parce que les investissements sont diminués, les frais vétérinaires moindres»*. Ces coûts sont détaillés un peu plus loin :

- le bâtiment coûte 700 à 1000 francs par place de porc contre 1500 francs en lisier, soit 45 % en moins d'investissement,
(Banques)
- plus de frais de traitement du lisier, soit 600 francs par place,
(Laboratoires)
- plus de frais de ventilation, ni de chauffage,
(EDF et Industrie)
- plus de nettoyage, ni de désinfection,
(Industrie et Laboratoires)
- frais vétérinaires en très nette diminution,
(Laboratoires).

C'est donc un mode de production qui ne fait pas travailler suffisamment de *"partenaires"*. Avec le lisier, on pollue, on fait de la petite qualité, mais au moins, ils s'en mettent plein les poches !

Ce même André Pochon a inventé, voilà vingt ans, une méthode d'élevage à base de trèfle blanc qui permet de produire à l'hectare autant de viande ou de lait qu'en utilisant du maïs fourrage, mais pour un coût trois fois moindre : plus besoin d'énormes tracteurs, de gigantesques charrues et ensileuses, de tonnes de désherbants, d'engrais et de gas-oil.

Rendez-vous compte !!! Si on laisse faire ça, que vont les multinationales devenir ?… Autant dire que la méthode d'André Pochon n'a convaincu qu'une petite minorité d'éleveurs en Bretagne et que le maïs fourrage en recouvre encore cette année plus de la moitié de la superficie !

On peut décemment se demander si les agriculteurs bretons n'auraient pas, par hasard, un petit pois à la place du cerveau ? Certains leur prouvent par a + b qu'ils peuvent produire mieux, à un moindre coût, en se fatiguant moins… et ils continuent leur aberrante fuite en avant. Mais il faut tenir compte du fait que le capitalisme les encadre *"bien"* et leur évite soigneusement de penser autrement : des techniciens de tous poils battent la campagne et répandent la *"pensée unique"*. Et puis, un gros tracteur pour un paysan, c'est comme un gros camion pour un routier… un objet de transfert.

Yves Emery.

1. de septembre-octobre 98.

Si, comme Rémy Mourin l'exprimait dans notre précédent numéro, vous avez du mal à critiquer en famille le système capitaliste, voici un moyen original pour amorcer la réflexion. Proposez à votre interlocuteur le roman policier présenté ci-dessous et quand il l'aura fini, demandez-lui ce qu'il pense de cette société, et s'il refuse toujours d'imaginer qu'on puisse vouloir en changer.
Votre interlocuteur sera alors sûrement plus ouvert...

Crimes ou légitime défense ?

Une fois n'est pas coutume, je vous recommande un roman policier[1] américain, tout à fait d'actualité, mais qui fait le procès d'un monde uniquement tourné vers le profit. Victime, comme tant d'autres, des compressions, dégraissages, fusions, restructurations, Burke Devore, cadre supérieur dans une usine à papier pendant vingt-cinq ans, vient d'être licencié. Il veut, bien sûr, retrouver rapidement un emploi car il est soudain devenu conscient que *«le chômage à long terme, ça abîme tout. Pas seulement l'ouvrier au rebut, mais tout. J'ai peut-être tort, c'est peut-être du snobisme de ma part ou quoi, de penser que ça frappe les classes moyennes plus durement que les autres, parce que j'appartiens aux classes moyennes (et j'essaie d'y rester), mais je le pense vraiment que ça nous touche davantage. Les gens qui sont aux extrêmes, les très pauvres et les très riches, sont habitués à l'idée que la vie a de grands revirements, un coup ça va bien, un coup ça va mal. Mais les classes moyennes sont habituées à une progression régulière dans la vie. Nous renonçons aux sommets, et en échange nous sommes censés être préservés de la chute. Nous nous dévouons à une société et en échange elle est censée nous garantir un parcours sans à-coups. Et maintenant ce n'est plus ça, et nous nous sentons trahis. Nous étions censés être protégés et bien à l'abri, là au milieu, et quelque chose s'est détraqué… Quand nous glissons, juste un peu, quand ça continue mois après mois, quand ça continue année après année, et que nous n'allons peut-être jamais retrouver ce niveau de solvabilité, de protection et de respect de soi dont nous avions l'habitude de bénéficier, ça nous déroute… Et ce qui se passe parce que nous sommes des gens à famille, c'est que ça déroute aussi les familles. Les enfants tournent mal de diverses façons. Les mariages se brisent».*

Bruce veut échapper à tout prix à ce destin. Il s'est rapidement aperçu que les diverses formations (à l'écriture de C.V., entre autres) que lui avait généreusement fournies son entreprise, après lui avoir annoncé son licenciement, ne lui servaient à rien *«car le nombre d'entreprises qui dégraissent est maintenant beaucoup plus grand que celui de celles qui embauchent.»* Il sait aussi pourquoi les entreprises se sont mises à dégraisser : *«Une fois que vous introduisez l'ordinateur, vous n'avez plus besoin de cadres moyens… Tandis que l'ordinateur prend nos boulots, la plupart des gens n'ont même pas l'air de comprendre pourquoi cela se produit. pourquoi me suis-je fait virer, veulent-ils savoir, alors que la boite est bénéficiaire et plus florissante que jamais ? Et la réponse est que nous avons été virés parce que l'ordinateur nous a rendus superflus et qu'il a permis des fusions et que notre absence rend l'entreprise encore plus puissante, les dividendes encore plus élevés, le retour sur investissement encore plus intéressant».* Au fil de ses vingt ans de travail, Burke a acquis une grande compétence dans le papier et pourrait reprendre n'importe quel poste d'encadrement dans l'industrie papetière, avec juste un minimum de formation pour une spécialité particulière. Mais ils sont tellement nombreux dans son cas que les entreprises n'ont pas besoin d'embaucher quelqu'un qui est simplement bon, puis de l'adapter à leurs exigences. *«Elles peuvent trouver quelqu'un qui connaît déjà sa fonction spécifique, qui y a été formé par un autre employeur et qui est impatient de venir travailler pour elles, à un salaire inférieur et avec moins d'avantages, du moment que c'est un boulot.»* Pas étonnant donc que les envois de C.V. de Burke restent la plupart du temps sans réponse. *«Nous sommes trop nombreux dans l'arène, et il faut que je me fasse à l'idée que je ne serai jamais le premier choix de personne. Si ce n'était qu'une question de boulot, de connaissances et d'expérience, de capacité et de compétence, d'enthousiasme et d'efficacité, pas de problème. Mais nous sommes trop nombreux à courir après trop peu d'emplois, et il y a d'autre gars dans l'arène qui ont tout autant d'expérience, d'enthousiasme et de compétence que moi, alors ça se joue aux nuances, à l'indicible. L'amabilité. Le son de la voix. Le sourire…».*

Alors, plutôt que de continuer à jouer ce jeu sans espoir, Burke décide de pousser jusqu'au bout la logique absurde du système. Pour cela, il loue une boite postale dans une petite ville à une trentaine de kilomètres de chez lui. Puis, avec son ordinateur, il se fabrique un beau papier à l'en-tête d'une entreprise bidon sur lequel il rédige des offres d'emploi, qu'il envoie pour diffusion dans des journaux professionnels. Il ne tarde pas à recevoir des demandes d'emploi correspondant au profil qu'il a déterminé dans son annonce, c'est à dire le sien. Il connaît ainsi ses concurrents. Et il décide de les éliminer. Il devient un tueur en série, par nécessité : *«Je ne suis pas un tueur. Je ne suis pas un assassin, je ne l'ai jamais été, je ne veux pas être une chose pareille, vide, sans âme et sans pitié. Ce n'est pas moi, ça. Ce que je fais en ce moment, j'y ai été contraint, par la logique des évènements : la logique des actionnaires, la logique des cadres, la logique du marché, et la logique des effectifs, et la logique du millénaire, et pour finir ma propre logique».* Froidement, systématiquement, Burke met son plan à exécution. Il a six concurrents à supprimer. Il va y parvenir de diverses façons, souvent horribles. Mais c'est si bien fait que le policier qu'il rencontre à deux reprises ne le soupçonne même pas et lui souhaite bonne chance pour l'entretien d'embauche qui va s'en doute marcher, cette fois-ci. Bien écrit, *Le couperet* nous montre jusqu'où peut aller la concurrence dans un monde où seul compte le profit.

J-P M.

1. Donald Westlake, *Le couperet*, ed. française Rivages/Thriller, 1998.

Je désire mieux connaître la pensée de Jacques Duboin et à cette fin, fais appel aux lecteurs susceptibles de m'adresser ses écrits et différents textes (à mes frais bien sûr).
Me téléphoner au 02 40 33 64 22…

G.L., La Regrippière.

* * *

Cinq exemplaires, ce n'est pas suffisant pour un travail en profondeur. Désormais j'en souscris dix chaque mois, avec patience et enthousiasme. Sais-je le faire partager ? Lentement, les idées s'insinuent dans les cerveaux. Devant mes très faibles résultats, j'admire votre constance de missionnaires ! Bravo !

G.L., Bergerac.

Réponse. Ah ! si chaque abonné arrivait à convaincre une dizaine de personnes qui ne nous ont jamais lus…

* * *

La contribution des SEL vers l'Economie distributive est une étape importante, elle peut incarner et préparer dès à présent ce qui sera dans une société d'économie distributive : chacun pouvant apporter sa richesse… et (re)partir du point où il en est pour participer selon ses dispositions à une nouvelle société. Je regrette le feuillet jaune (résumé de nos thèses), il n'y figure plus depuis deux ou trois numéros. Pourquoi ? Est-ce provisoire ? Bien utile pourtant. En effet, le numéro de la Grande Relève de par son contenu peut parfois rebuter puisqu'il s'agit de questions d'actualités brûlantes ou de réflexions cela suppose de la part d'un lecteur novice une base. Le feuillet jaune peut être offert sans le mensuel.

M.T., Eletot.

Réponse. Ce n'est que provisoire. Le texte du tract est dans les pages intérieures du n°983 de décembre dernier, qui, étant sur fond blanc, peuvent plus facilement être photocopiées que le tract en couleur.

* * *

Il me semble que les signataires des articles sont nerveux et exaspérés, que faute de pouvoir crier leur (la ?) vérité au monde, ils ironisent sur les égarements du système et de ses suppôts. Ce qui ne facilite pas toujours la compréhension de leurs textes, surtout s'ils conjuguent ironie et vocabulaire économique.
Remarquez, je les comprends : être le dépositaire d'un système économique apte à rendre une nouvelle jeunesse à la devise républicaine et assister, presque impuissant, au saccage organisé de ces mêmes valeurs, a de quoi horripiler le plus flegmatique des humains. Je les comprends et je compatis d'autant plus que je vis moi aussi leur supplice.
Mais ne croyez-vous pas qu'il soit carrément suicidaire - même si cette pensée soulage momentanément - d'estimer que le fruit capitaliste, parce qu'il présente un peu de tavelure, est sur le point de tomber et de pourrir dans l'herbe ? C'est en tous cas l'image que je dégage de la conclusion de plusieurs articles. Peut-être, après tout, leurs auteurs sont-ils adeptes de la méthode Coué : en se répétant chaque matin que le capitalisme court à sa perte, il va forcément un jour ou l'autre passer à la trappe.
Deux autres remarques à propos d'articles précis :
• "Des SEL à la planche à billets": son auteur écrit :«La mise en œuvre d'un tel système monétaire parallèle doit évidemment être précédée d'une intense campagne d'information expliquant comment l'utilisation de la monnaie y crée de la richesse, des emplois…» Peut-être aurait-il pu nous donner l'information de suite car le pauvre ignorant que je suis n'a pas compris ce que cela changerait à son destin d'avoir un billet avec la hure d'un cochon breton en place de la tête de Paul Cézanne. J'ai certainement sauté un chapitre du manuel !
• La métaphore des "pains" envoyée à l'Archevêque de Strasbourg : «S'il y a dix pains pour dix personnes, il y a un pain par personne. Si l'un veut trois pains de plus…» avant de produire trois pains de plus, il devra apporter les raisons de son soudain appétit aux neuf autres personnes, aurais-je écrit. Il me semble que c'est davantage dans l'esprit distributiste, car pouvoir produire ne signifie pas gaspiller. Sinon, où allons-nous ?

Y.E., Plouguenast

Réponse en ce qui concerne les remarques que vous adressez à l'ensemble des auteurs. Précisons que nous ne sommes pas adeptes de la méthode Coué. Notre propos est plutôt de montrer que le système n'est pas "amendable". Il n'est pas de montrer que le système va s'effondrer mais de voir où il pêche et donc par quoi il faut le remplacer.

* * *

Merci à la Grande Relève, à ses idées géniales émises par des gens intelligents et de bon sens, loin de la pensée unique. C'est un excellent guide. Bravo à tous ceux qui dénoncent la criminalité de ce capitalisme sans frein.

L.P., Pavillons-sous-Bois.

* * *

De grâce, avisez vos lecteurs que je suis leur correspondant permanent pour la Bourgogne Franche Comté :
R. Lieutet, 15, rue E. Renan 21000 Dijon.
Engagé par ailleurs dans une action très éprouvante, exigeant de grands moyens, je ne puis passer outre au fait que la Grande Relève rencontre toujours les mêmes obstacles sans qu'aucun appareil institutionnel soit mis en place pour s'attaquer aux causes. Effacer les causes, l'effet disparaît.

* * *

En tant qu'abonné à la Grande Relève (depuis presque un an), je voudrais vous faire part de quelques unes de mes réflexions.
D'abord celle-ci : n'étant nullement un spécialiste de l'économie, je suis assez souvent embarrassé au lu d'articles trop techniques pour mon niveau, voir rebuté. Je saute, je saute. Ne serait-il pas possible de, plus souvent que vous le faites, présenter vos points de vue d'une façon plus synthétique, plus accessible

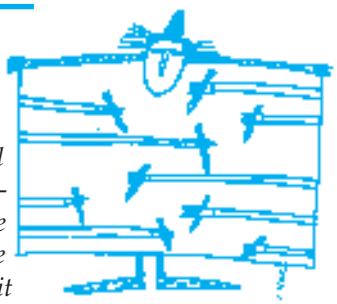
au citoyen non averti des choses de l'économie et de la finance ? Il est aisé de saisir les tenants et aboutissants de l'action concertée, le pourquoi et le comment, mais d'une façon synthétique, de haut si je puis dire. Il ne m'en faudrait pas beaucoup plus pour mon bonheur. Je n'ai nulle envie de devenir un expert en ces matières… Serait-il raisonnable de penser qu'on puisse aujourd'hui comprendre par le détail tous les rouages de l'immense machine qu'est le monde ? Une vue synthétique des problèmes et des solutions proposées, à condition qu'elle reste critique et non figée nous permet d'aborder de front, ensemble, la complexité des questions qui se posent aujourd'hui. Cela m'amène à vous féliciter d'avoir su vous engager dans le soutien d'ATTAC. Je suis d'avis qu'il est indispensable que les Associations ayant pour buts communs la disparition des injustices se confortent mutuellement en se soutenant les unes les autres dans toutes les occasions qui se présentent… La coopération entre les "volontés bonnes" (plutôt que les bonnes volontés) doit s'étendre considérablement pour avoir une chance de réussir. C'est je crois ce que vous avez compris et je m'en félicite.… Le moment n'est-il pas venu d'envisager une forme intelligente de contrôle de la santé mentale des dirigeants, des "grands de ce monde" et mieux encore des méthodes de formation précoce aux grandes responsabilités ? … Permettez-moi de vous suggérer la lecture des livres d'Alice Miller pour les inestimables recherches et observations qu'elle a pu faire sur la genèse des perversions de l'adulte et sur l'énorme importance de celles-ci dans l'évolution du monde (Comment Hitler est devenu Hitler et l'Allemagne … nazie).

G.C., Saint-Créac.

Réponse. Aucun d'entre nous n'est spécialiste de l'économie, ni des questions financières (à part A.Lerry). Simplement, nous avons pris conscience que la finance mène le monde, et mal, et en persuadant la majorité des citoyens qu'elle ne **peut** pas comprendre. Nous ne sommes pas d'accord, mais pour comprendre, nous sommes amenés à lire des textes qui n'ont rien de folichon… et ils doivent déteindre !

* * *

Page 14 du n° 983 je lis : «mais dans tous les cas, la réalisation viendra d'une volonté politique par des gens informés et cette information ne se fera pas sans l'aide de tous ceux qui veulent cette démocratie dans l'économie». Pour moi la volonté politique ne peut venir que de la mobilisation des citoyens. L'aménagement du Territoire qui se construit à partir des citoyens définissant eux-mêmes un projet commun peut justement révéler cette volonté de démocratie dans l'économie. Il serait donc souhaitable que les gens informés s'investissent dans les dialogues locaux. Dans le cadre d'un dialogue ville-campagne afin que personne ne soit exclu et, parce que la ville non plus ne sait pas où elle va, il me semble possible de faire prendre conscience que notre seul avenir est la fraternité. Tous, salariés, chômeurs, fonctionnaires, entrepreneurs, veulent plus de démocratie partout et surtout dans la vie quotidienne.



Aux 7ème assises de "Sol et Civilisation", Raymond Lacombe concluait en ces termes : «si l'on veut humaniser les relations internationales, il nous faut renforcer le local. Les expériences dont nous venons de parler prouvent très concrètement que c'est possible partout. Elles sont porteuses d'espoir. Dans la mesure où les hommes se mobilisent pour reconstruire les liens sur les territoires, la démocratie locale sera renforcée. D'autre part, ils obligeront les politiques à construire différemment les relations mondiales en tenant compte des intérêts et besoins des acteurs locaux».

L'État a initié le dialogue sur l'Aménagement du Territoire entre responsables associatifs et politiques, mais il serait bon que les citoyens de base puissent participer à ce débat. Nous avons encore des racines rurales, nous pouvons donc interpeller les maires, conseillers généraux, présidents des FDSEA ou CDJA (syndicats agricoles) afin que le dialogue soit ouvert à tous. Nous avons là l'occasion de faire bouger la société.

A.M. B., Brive.

Réponse. Nous sommes tout à fait d'accord, la preuve en est que notre proposition de contrat civique tend à généraliser ces concertations entre citoyens. Mais nous allons plus loin, nous montrons que la société "néo-libérale" s'oppose, par principe, à cette concertation, puisqu'il s'agit d'exalter l'intérêt particulier sous prétexte—totalement faux— que leur compétition mène à l'intérêt général, par le miracle de «la main invisible». En fait le «chacun pour soi» libéral est la négation de toute société, de toute solidarité et de tout débat entre citoyens à part entière.

* * *

Félicitations pour vos efforts. Que tant de consciences "endormies" par la pensée unique se réveillent enfin !

H. J., Montauban.

•
mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par Jacques DUBOIN
•
directrice
de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

rédaction :
les abonnés
qui le souhaitent,
tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
•
GRAPHISME :
LASSERPE
Anne-Laure WITSCHGER
•
Impression : ARTIS
•
Commission paritaire
N° 57434
•
ISSN 0398-2076
•
Diffusé par les N.M.P.P.
•

La Grande Relève, mensuel de réflexion socio-économique ***vers***
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP **N° 13 402 39 M Paris**
ou
par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 Le Vésinet Cédex

Abonnés, même si vous ne cherchez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions un palmarès établi selon vos observations, d'un côté les adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence; de l'autre, ceux qui refusent ou vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, **ce qui est illégal** et faux puisque nous payons les NMPP pour cela.
Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse… qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS RECOMMANDENT:
—*Maison de la presse*, ***06000 Nice,***
—*Point H*, gare SNCF, ***06000 Nice,***
—librairie *de l'Hôtel de Ville*,***13127 Vitrolles***
—librairie *Au fil des mots*, (M.Blanchet),
29 rue Bernard Palissy, ***47300 Villeneuve sur Lot,***
—*Au Moulin à papier*, (G. Labbez),
44 Cours Richard Vitton, ***69003 Lyon,***
—librairie *La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffre*,***69007 Lyon,***
—librairie *Parallèle, 47 rue Saint Honoré*, ***75001 Paris,***
—librairie *Publico, 145 rue Amelot*, ***75011 Paris,***
—kiosque *Rémy Castanier, Galerie Mayol*, ***83000 Toulon.***

ILS DÉCONSEILLENT :
—*Maison de la Presse, rue E.Brousse*, ***66110 Font-Romeu.***

ILS AVAIENT DÉCONSEILLÉ
—*Maison de la Presse, rue Mounié*, ***92160 Antony,***
qui refusait de se procurer la *GR* auprès des NMPP, mais il semble que ce ne soit plus vrai…

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LA*GR*

FRANCE :
44041 Nantes *15 rue de l'Héronnière*
75006 Paris *78 rue Bonaparte*
75014 Paris *Mairie du XIV ème*
92000 Nanterre *2 rue de Rouen*
92000 Nanterre *6 Allée de l'Université*
92100 Boulogne *Mairie*
97489 Saint Denis de la Réunion, *Université*

BELGIQUE :
Wavre *Bibliothèque Lefevere, Chaussée des Nerviens, 25.*

SUISSE :
1211 Genève *Palais des Nations, Bureau 56*

BON DE COMMANDE À REMPLIR, DÉCOUPER ET ENVOYER AU JOURNAL :

Veuillez me faire parvenir
... exemplaires de la ***Grande Relève N°***....., à ... F l'un,soit .....F
... exemplaires de ***Kou l'ahuri,*** à 65 F l'un, soit .....F
... exemplaires de ***Les affranchis de l'an 2000***, à 110 F l'un, soit .....F
... exemplaires d'***Un Socialisme à visage humain***, à 25 F l'un, soit .....F
... exemplaires de la bande dessinée ***Et si on changeait ?*** à 25 F l'une, soit .....F

Je joins pour cela la somme totale de .....F
par chèque à l'ordre de *La Grande Relève*, CCP 1340239 M Paris.

PRÉNOM, NOM, ADRESSE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE ET SIGNATURE
M.....
.....
.....
.....